

Europe d'hier et d'aujourd'hui

"Europe-projet"... de paix ou processus de paix ?*

Martina Weitsch

Ancienne déléguée du QCEA (Quaker Council of European Affairs / Conseil des quakers pour les Affaires européennes, Bruxelles)

Apprendre de l'histoire de L'Europe, projet de réconciliation et de paix, nous engage aujourd'hui à devenir plus crédibles quant au temps présent dans la permanente construction de la solidarité européenne et la lutte contre les inégalités. L'auteure nous propose un déplacement : aller d'une Europe-projet de paix à une Europe-processus de paix.

William Penn, qui a fondé en Pennsylvanie un gouvernement fondé sur la paix, a écrit un essai en 1693, intitulé *Essai pour la présente et future paix en Europe*. C'était sa réaction aux guerres qui ravageaient l'Europe à l'époque. Son idée était, pour l'essentiel, que les différentes entités qui ont constitué l'Europe devaient se rencontrer régulièrement pour discuter et résoudre leurs désaccords. Il a même imaginé des sanctions pour ceux d'entre eux qui n'aborderaient pas leurs désaccords dans ces réunions ou qui n'appliqueraient pas les résolutions dans un délai raisonnable. C'est un document qui porte la marque de son époque. Mais c'est aussi un document

qui la devance. En son temps, cependant, il ne connut aucun succès. En 1939, l'Europe a finalement réussi à s'autodétruire. Deux guerres massives en l'espace de moins de 50 ans ont saccagé le continent.

Au début des années 50, les chefs européens avaient une idée qui n'était pas si loin de celle de William Penn. Trouver une façon de réunir des responsables européens autour d'une table et résoudre leurs différends de façon non-violente. Et ils ont décidé que le facteur de réussite, ce serait la coopération économique. Mais à la racine de ce projet européen était la détermination de ne plus jamais permettre que des guerres détruisent à nouveau l'Europe. Ce que renforce la déclaration de Schuman du 9 mai 1950 :

- La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent.

* Conférence de l'auteure en septembre 2012, lors d'une table ronde organisée par l'European Peacebuilding Liason Office, à Bruxelles : "Faire revivre l'idée de l'Europe comme projet de paix – les défis pour les acteurs de paix." ([Ahttp://qceablog.wordpress.com/2012/10/12/europe-a-peace-project-or-a-peace-process/](http://qceablog.wordpress.com/2012/10/12/europe-a-peace-project-or-a-peace-process/)).



Signature, à Paris, du traité de la première Communauté européenne du charbon et de l'acier, le 18 avril 1951. © DR

- L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord des solidarités de fait.

- La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre, dont elles ont été les plus constantes victimes.

Le dernier de ces points est une leçon vraiment importante : la mise en commun de ce qui a poussé aux guerres pour changer les règles du jeu. Aujourd'hui, nous voyons que cela a marché. Mais à l'époque, ce n'était pas du tout évident. Des six pays qui les premiers ont formé la Communauté du charbon et de l'acier et la Communauté économique européenne, quatre étaient d'un côté pendant la Seconde Guerre mondiale et deux de l'autre. La volonté de s'engager avec des gens qui étaient des ennemis jurés, était le premier pas dans la bonne direction.

Des acteurs de paix venus de partout en Europe, des citoyens ordinaires engagés dans des partis politiques, des Eglises ou des syndicats, qui en ont eu assez de la guerre et de la destruction, ont, de toute leur force, soutenu cette vision : empêcher la guerre à l'avenir.

Une paix passée de mode

Aujourd'hui, il est devenu difficile de trouver un tel enthousiasme en Europe. J'ai entendu dire par d'anciens décideurs : « *Aujourd'hui, la paix n'est plus à la mode.* » Même s'il est choquant de l'entendre, cela correspond à la réalité des générations qui ne connaissent les guerres du XX^e siècle que d'après leurs livres d'histoires et qui ne comprennent pas la magnitude des changements que cette décision a recélé : il n'y a plus de lutte armée entre les Etats membres de l'UE depuis 1950 ; nous n'avons plus besoin des visas pour aller d'un pays à l'autre ou d'un permis de travail dans l'Espace européen ; nous voyageons librement à travers 26 pays en Europe et, dans 17,

nous utilisons la même monnaie. De tels changements comptent, car les citoyens d'un pays commencent à réaliser que, finalement, ceux des autres pays ne sont pas si différents d'eux. Ils deviennent des personnes avec qui nous imaginons être solidaires.

Or, nous avons connu des affrontements armés dans l'Union européenne à travers son histoire, par exemple, les Basques ou l'Irlande du Nord. Il existe des conflits de longue durée entre des populations majoritaires et minoritaires dans beaucoup de pays : le traitement des Roms, des migrants, des personnes marginalisées en raison de leur orientation sexuelle ; dans beaucoup d'Etats membres, subsistent encore des potentiels importants de conflits violents qui peuvent venir à la surface.

Un projet fragile et loin d'être achevé

L'Union européenne et le Conseil de l'Europe – qui a contribué de façon significative à la construction de la paix et à la compréhension mutuelle et à la solidarité en Europe – dans leur effort pour éliminer racisme et xénophobie – ont été déterminants pour maintenir les conflits à un niveau aussi non-violent que possible.

Mais nous devons nous rappeler que la solidarité est un impératif. Jusqu'ici, le progrès a été accompli dans un contexte de prospérité. L'impact de la crise financière et économique et la réponse des citoyens européens et de certains Etats-membres montrent combien ce projet de paix européen est fragile. A travers l'élargissement de l'UE, rapprochant des pays avec un niveau de vie bien inférieur à celui des anciens Etats-membres, l'hostilité envers ces peuples et ces Etats est devenue une évidence.

La montée de la droite politique et de l'euroscepticisme dans beaucoup d'Etats-membres nous apprennent que ce projet est loin d'être achevé. En effet, nous devrions

voir dans cette Europe moins le projet de paix que le processus de paix, qui est un travail à long terme et qui, non seulement, n'est pas fini, mais ne le sera jamais. Il s'agit plus de développer et de maintenir un état d'esprit plutôt que d'obtenir des résultats spécifiques.

Une raison pour cela réside dans le rôle que joue l'Europe sur le plan international. L'article 3 du Traité européen dit dans son 1^{er} paragraphe : « *Le but de l'Union est de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ces peuples.* » Il n'est pas spécifié où cette paix doit être promue. Cela veut dire qu'elle promeut la paix partout dans le monde. Cela a du sens, car s'il y a une guerre dans une partie du monde, elle affectera le bien-être de tous, y compris celui des Européens.

L'article 2 définit ses valeurs : le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit et le respect des droits humains. Nous avons encore du chemin à faire pour démontrer que le droit humain est indivisible et que la justice existera pour tous si elle existe pour chacun. L'Union européenne a encore beaucoup de travail à faire pour être cohérente dans l'application du droit humain vis-à-vis de ses autres partenaires dans d'autres pays. Ainsi, la revue récente de la Politique européenne de voisinage¹ propose "plus pour plus" mais n'accepte pas que cela veuille aussi dire "moins pour moins". Nous en trouvons une illustration dans le fait que l'Union – tout en levant les bras vers le ciel à propos du conflit israélo-palestinien – continue de renforcer les relations économiques avec le gouvernement israélien malgré le fait que celui-ci s'affranchisse de la position de l'UE sur le droit humain, la paix et la justice.

Si l'Union européenne veut être perçue comme un acteur crédible dans la promotion de la paix, si elle veut que d'autres adoptent son modèle comme processus de paix, elle doit devenir plus crédible non pas quant à son histoire mais quant au temps présent.

1 : http://ec.europa.eu/world/enp/policy_fr.htm



Pour Martina Weitsch, les acteurs de paix ont un rôle important à jouer © DR qcea.org

Si l'Union européenne peut s'améliorer et devenir cet acteur plus cohérent et ainsi plus crédible de paix, elle sera à la hauteur de ses fondateurs et de leur promesse.

De l'importance des acteurs de paix

Les acteurs de paix ont un rôle important à jouer. Rappelons-nous d'abord qu'oublier notre histoire serait une grave erreur. Mais des paroles à elles seules ne suffisent pas. Il est vital que les militants de paix mettent à jour les racines des conflits dans nos propres sociétés et qu'ils trouvent des manières de les aborder. Tant de conflits ont laissé des marques profondes dans nos sociétés : la grève dans les mines au Royaume-Uni dans les années 80 ; les soulèvements raciaux à Rostock en 1992 ; les attentats dans les transports publics à Madrid en 2003 et à Londres en 2005 ; tous ces exemples montrent combien nous sommes encore loin d'une vraie solidarité à l'intérieur de l'Europe.

La phrase d'un quaker, John Woolman, nous montre combien il est important de

commencer devant notre propre porte : « *Que nous regardions nos trésors, les meubles de nos maisons, nos vêtements, et que nous voyions si les semences de la guerre se nourrissent de nos biens.* » Ces trésors que nous devons regarder, ce sont nos trains de vie, tout sauf durables ; c'est le fait que nous vivons allègrement avec les inégalités, à l'intérieur de nos pays et mondialement.

Une feuille de route pour l'avenir

Il me semble que l'Union européenne et ses citoyens doivent retourner à l'essentiel : examiner chacune des directives adoptées par l'UE en interne et en externe, analyser si elles portent en elles les racines de conflits et si la façon de les aborder est constructive.

L'Union européenne s'est véritablement engagée pour l'égalité. Or, il est évident pourtant que nous glissons vers plus d'inégalité. C'est pourquoi les acteurs de paix doivent faire leur appel à l'égalité à travers toutes les couches de la société et assurer qu'aucune des directives ne creuse davantage l'inégalité.

En résumé, la feuille de route pour un processus de paix européen d'avenir doit :

- préserver l'histoire et ses leçons historiques de la construction de la paix que le projet européen recèle ;
- porter ces leçons à la connaissance des générations à venir, afin qu'il soit impossible de revenir en arrière ;
- prendre un engagement pour la solidarité dans nos communes, villes, pays et dans toute l'Europe ;
- interpellier les décideurs à l'égard de toutes directives ou législations qui peuvent augmenter le potentiel de conflit entre différents groupes de la population ou creuser les inégalités ;
- interpellier les décideurs pour une cohérence et une consistance dans l'application de leurs valeurs convenues dans leur relation à d'autres pays. ■